

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse confinée et néanmoins libertaire - n° 64 - avril 2020

16^e année

Prix libre



Octobre 2020

**Communiqué du Ministère de la Santé et des Solidarités
pour la prévention des maladies contagieuses**

**La vie c'est comme la carte bleue : sans contact, c'est tellement mieux !
Télé-travail, médecine à distance, achats en ligne, école numérique :
pour votre santé et celle de vos proches, adoptez les bons réflexes...**

**N.B : Les personnes n'ayant pas téléchargé l'application « Je suis vacciné / Je peux circuler »
avant le 5 novembre seront passibles d'une amende de 135 euros**

Litanies défaitistes

QUAND ON NOUS DIT « distanciation sociale » au lieu de nous dire « distanciation physique », n'est-on pas en train de nous suggérer que moins on a de rapports directs avec nos semblables mieux on se porte et se portera demain ?

Aujourd'hui, combien de morts en Syrie ou au Yémen, avec ou sans distanciation ?

Quand on nous propose mille façons de nous occuper toute la journée pendant le confinement, yoga, vélo d'appartement, grand ménage de printemps ou autres activités dématérialisées, ne s'agit-il pas de nous éloigner de la tentation de penser par nous-mêmes ?

Aujourd'hui, combien de femmes battues par leur conjoint confiné ?

Quand dans les prisons aucune activité n'est proposée pour occuper le temps, pas de problème les barreaux sont là pour limiter les effets libérateurs de la pensée.

Aujourd'hui, privés de parler, combien de taulards vont devenir dingues ?

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tout le monde s'aime et s'entraide. Le bébé fait « gazou gazou » à grand-maman via une appli conviviale et immersive. Tout un chacun se filme et s'affiche. Tout le monde regarde dans le même trou de serrure numérique : dématérialisation, distanciation, exhibitionnisme et voyeurisme.

Demain, combien de gens oseront-ils encore se toucher ?

Quand, au nom des experts, les masques et les tests sont dits inutiles ici mais utiles ailleurs, quand les décomptes macabres sont affirmés et remis en cause, quand il faut de la « distanciation sociale » mais qu'il faut continuer à aller à l'usine, toutes ces informations et injonctions contradictoires n'ont-elles pas pour effet de déstabiliser et d'insécuriser la population, ne peut-on y voir une forme de gouvernement ? Les foules indécises ne sont-elles pas plus faciles à manipuler ?

Demain, combien de gens oseront-ils affirmer une opinion ?

Quand on nous exhorte à l'union sacrée pour lutter, tous ensemble, tous ensemble, contre ce satané virus et que les patrons peuvent imposer 60h de travail hebdomadaire à leurs salariés, obligés d'aller travailler sans protection, ça rappelle une autre union sacrée vers 1914. Les condamnés sont rarement ceux qui donnent les ordres.

Aujourd'hui, combien de salariés montent au front la peur au ventre ?

Quand Pinocchio nous rabâche à longueur de discours que c'est la guerre, il se donne les pleins pouvoirs au nom de l'urgence de la lutte. Quand les militaires arpentent les rues, mitrailleuse en main, que la répression est préférée à la persuasion, que la population est infantilisée et ne doit qu'obéir aux ordres, même les plus absurdes.

Demain, combien de mesures de l'état d'urgence sanitaire seront-elles transposées dans le droit commun ?

Lueur d'espoir dans ce grand cirque, les temples, églises, mosquées et synagogues ont baissé le rideau. Certains pratiquant des simagrées cul-bénites vont peut-être prendre du recul avec ces superstitions en ne pouvant que mater ces spectacles débilissants sur leur petit écran.

Demain, peut-être, certains croyants vont-ils devenir apôtats ?

Quand notre pays devient une « nation apprenante » et que toutes les frontières se ferment, comme si le virus, à l'image du nuage de Tchernobyl, avait besoin d'un visa pour circuler, quelle critique de la mondialisation néo-libérale va sortir de cette exacerbation des nationalismes ?

Aujourd'hui, combien d'exilés vont subir la double peine d'être indésirables et suspectés d'importer le virus ?

Quand on admet le principe de mesures sanitaires exceptionnelles, on n'admet pas forcément toutes ses modalités concrètes comme, par exemple, la fermeture, en ville, des parcs et jardins. Il n'est à aucun moment acceptable que les individus « suspects d'être porteurs du virus » soient géolocalisés et donc traqués par la police.

Demain, encore plus qu'aujourd'hui, je continuerai à fustiger les frontières et leurs armées, les prisons et leurs matons, l'État et ses pantins démocratiques, ses capitalos, ses curés et ses experts et même en état de crise sanitaire, je ne trouverai jamais raisonnable de me soumettre à une dictature quelconque.

PATRICK FAURE



Réflexions sur une épidémie

NOUS VOICI DONC AU CŒUR d'une crise sanitaire mondiale.

Bien que nous baignions depuis si longtemps dans une ambiance diffuse de menaces multiples, de catastrophes annoncées, malgré que nous ayons de longue date essayé de porter une critique et des perspectives politiques à la hauteur de ce contexte de « crise écologique », nous n'en sommes pas moins assez désarmé quand une crise arrive.

Ce n'est pas la même chose quand on l'imagine, ou quand c'est là autour de nous. Et effectivement, jusqu'il y a peu, les menaces de pandémies n'occupaient pas une place privilégiée dans nos préoccupations, dans nos scénarios.

Quoi qu'il en soit, il semble très important, pour penser la situation, d'éclairer en quoi cette pandémie est aussi inséparablement une crise sociale et une crise écologique, au même titre que le bouleversement climatique, la destruction des milieux et des espèces animales, les pollutions chimiques et nucléaires croissantes, etc. La pandémie du Covid-19 est en lien et prend sa place parmi toutes ces crises interdépendantes ; et comme toutes ces crises, elle est dans une très large part un produit de notre organisation sociale.

Un article paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 2020 donne des arguments en faveur de cette thèse (*Contre les pandémies, l'écologie*, par Sonia Shah). L'auteur explique que la destruction accélérée ces dernières décennies des forêts tropicales, avec la diminution massive du nombre d'animaux sauvages qui y habitent, a favorisé le déplacement des populations de virus qui y vivaient vers d'autres milieux et d'autres espèces-hôtes, dont l'espèce humaine et les animaux d'élevage. La transformation de ces milieux sauvages en territoires exploités et fréquentés par les hommes ou leur bétail a ainsi favorisé de nombreux « passage de la barrière d'espèce » par des virus. Ce phénomène expliquerait largement la multiplication des pandémies ces dernières décennies.

À cette cause première s'ajoutent évidemment la multiplication des transports internationaux de personnes et de marchandises, favorisant la diffusion rapide des épidémies ; mais aussi le développement des mégapoles où doivent s'entas-

ser des dizaines de millions de personnes dans des conditions plus ou moins pathogènes ; ou encore les pollutions multiples réduisant les défenses immunitaires permettant de résister à un virus.

On sait également qu'être affecté par une « maladie de société » (cancers, maladies cardio-vasculaires, diabète, hypertension) augmente considérablement les risques de mourir du Covid-19.



Enfin la liquidation des services publics, et en particulier la dégradation des systèmes de santé, induites par les politiques néolibérales (dans les pays riches où ces systèmes de santé existent) joue aussi un rôle décisif dans la mortalité de la maladie. On sait par exemple qu'il y a un lien direct entre le nombre de lits disponibles en réanimation dans un pays et le nombre de morts que va y faire l'épidémie. C'est l'aspect le plus visible et le plus commenté dans les médias du lien entre l'épidémie et l'état de notre société ; cet aspect est évidemment réel mais ne doit pas faire oublier les liens plus profonds évoqués ci-dessus : il s'agit dans un cas du *traitement* de la crise, et dans l'autre de ces causes et de sa *prévention*.

Il faut donc, comme le fait le texte du collectif anti-industriel Pièces et Main d'œuvre, *Leur virus, nos morts* (publié sur leur site le 22 mars, et disponible sur demande au journal), faire un lien entre cette crise sanitaire et les transformations de la société où elle se déploie. Et l'on

est en droit de reconnaître et de désigner les premiers responsables à l'origine de cette crise : les bureaucraties étatiques et marchandes qui poursuivent délibérément le saccage de la nature et la destruction des liens entre les sociétés humaines et les milieux naturels.

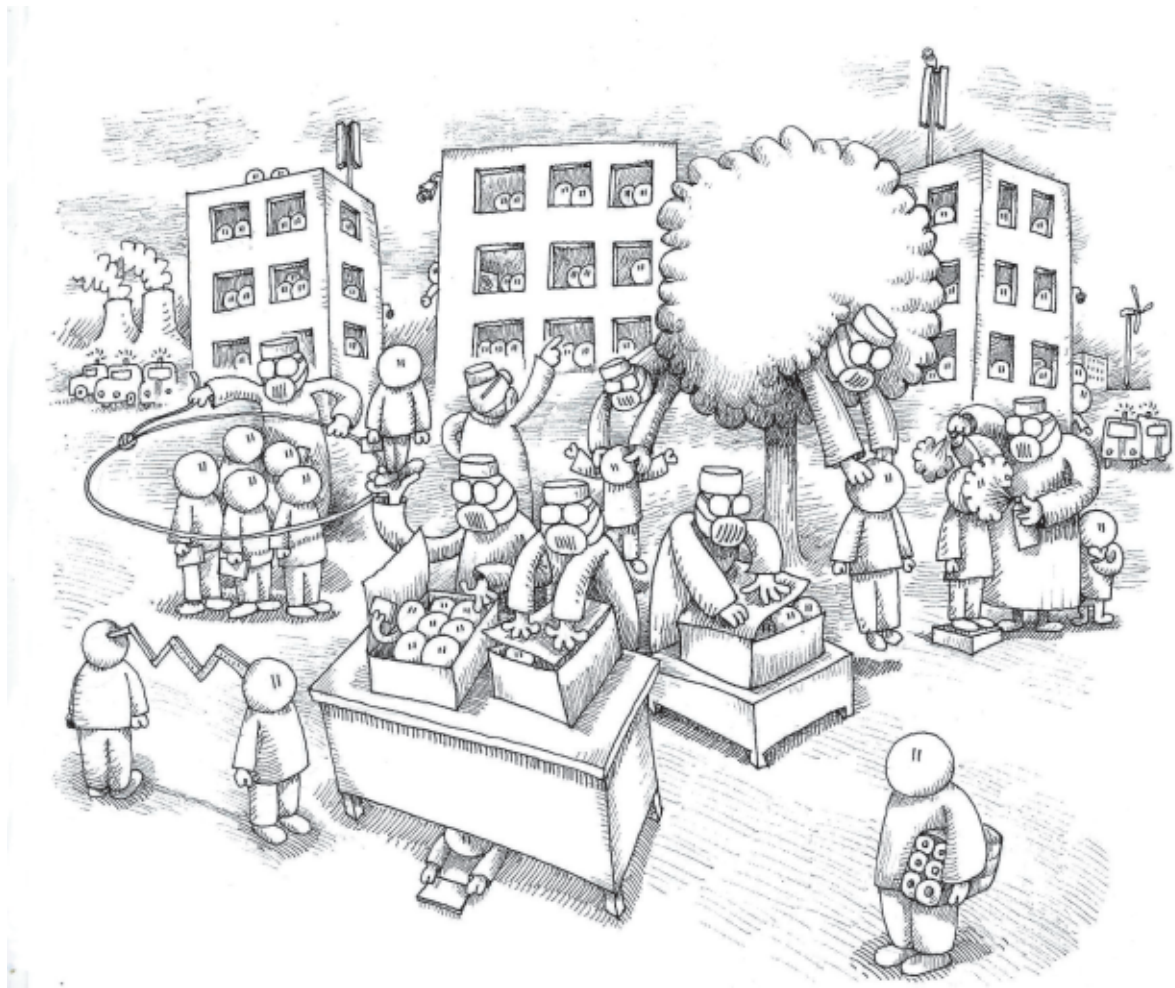
Évidemment, dire cela ce n'est pas nier que les épidémies sont aussi des phénomènes naturels : la maladie et la mort n'ont certes pas été inventées par la société industrielle, elles font partie de notre condition humaine et ne disparaîtront jamais. Cependant, de la grande peste de 1350 en pleine guerre de Cent ans, à la grippe espagnole au sortir de la première guerre mondiale, il n'est pas présomptueux de faire des liens entre l'histoire des sociétés et la gravité des épidémies qui les affectent.

Comme tout ce qui concerne l'espèce humaine, les maladies en général sont à la fois des phénomènes naturels et des phénomènes sociaux. L'article du *Monde diplomatique* précédemment cité rappelle ainsi que l'apparition du virus du choléra a vraisemblablement pour origine la mise en culture, par le colonialisme britannique, de l'immense zone humide du Sundarbans au Bengale. Et que nombre de maladies humaines (comme la grippe, la coqueluche, la rougeole, ou la tuberculose) sont apparues à la faveur de « passages de la barrière d'espèce » pendant la longue période de défrichage et de domestication du néolithique.

On voit ici, une fois de plus, que si les productions de notre époque sont catastrophiques, ce n'est pas nécessairement parce que des choses absolument nouvelles adviennent, mais aussi parce qu'elles adviennent à une échelle et à un rythme qui sont eux tout-à-fait inédits.

*

Dans le *Creuse-Citron* de cet automne (n° 62), avait été publié un tract distribué lors de la manif pour le climat de septembre à Limoges. Son titre, « *Les gouvernements font partie du problème écologique, pas de la solution* » résumait bien le propos : tout ceux qui prennent aujourd'hui conscience de la gravité des crises écologiques actuelles ne doivent compter que sur eux-même pour combattre ou limiter ces crises.



Les gouvernements, les États, les grandes entreprises et leurs scientifiques sont les premiers responsables de ces crises. Leurs annonces de réformes sont des mots en l'air et des rideaux de fumée pour masquer leur refus ou leur incapacité de prendre les problèmes à la racine (la production industrielle en expansion constante induite par le capitalisme et sa croissance obligatoire). Le développement de solutions technologiques à ces problèmes, qu'organisent les États, est d'abord là pour poursuivre la croissance et donc, en fait, aggrave les crises.

Ce raisonnement s'applique parfaitement à un aspect central de la crise socio-écologique actuelle, auquel prétend répondre le discours officiel sur la transition énergétique. Pour combattre aujourd'hui la folie nucléaire, ou le développement de ces nouveaux saccages que sont l'éolien industriel et l'exploitation énergétique de la « biomasse » (c'est à dire les forêts rasées), ou encore la tartufferie des agrocarburants, il est évidemment essentiel de montrer à quoi servent ces choses : un nuage de fumée pour masquer l'incapacité du système à réduire sa dépendance aux énergies fossiles, et à de nouveaux « gisements de croissance ».

Ce raisonnement s'applique aussi bien aux niaiseries officielles sur l'agriculture raisonnée ou le développement de la Bio. Nous savons en effet que la consommation de pesticides (et donc la pollution, la disparition des insectes et animaux, etc.) continue à augmenter régulièrement chaque année dans notre pays comme en Europe.

Mais il est plus difficile d'appliquer le même raisonnement à une situation comme celle que nous vivons aujourd'hui : nous sommes face à une crise aiguë, et face à elle nous sommes en tant qu'individus ou « petites communautés de vie ou d'idées », parfaitement démunis et désarmés.

Le confinement forcé et les autres mesures sanitaires des différents États sont probablement d'une efficacité discutable face à l'épidémie : tout le monde constate leurs incohérences et leurs contradictions – entre la protection des populations et la protection de l'économie et des personnels au pouvoir.

Ces mesures manifestent, comme à l'ordinaire, la bêtise satisfaite et l'imprévoyance des gouvernants, leur inconséquence totale pour tout ce qui ne concerne pas leurs intérêts et bénéfices personnels (voir en France l'in vraisemblable feuilleton des masques de protection).

Ces mesures sont à l'image de notre société : inégalitaires et injustes, autoritaires et infantilisantes, et souvent arbitraires voire irrationnelles.

Elles sont une opportunité rêvée pour les gouvernants d'accélérer les transformations de la société auxquelles ils aspirent (numérisation, état d'urgence permanent) qui, toutes, vont dans le sens d'une perte toujours aggravée de liberté.

Mais il n'y a à peu près personne pour remettre en cause le principe de ces mesures ; tout simplement parce que personne n'a rien de mieux à proposer pour faire face à cette crise, étant donné la situation dans laquelle se trouve notre société.

Aussi mauvaises et horribles que soient ces mesures de confinement autoritaire, elles ont probablement une certaine efficacité ; et si les États ne les avaient pas prises, la situation – en tout cas la propagation de l'épidémie – aurait sans doute été aggravée.

Le texte publié dans le *Creuse-Citron* n° 62 devrait donc, pour correspondre à notre situation actuelle, être modifié comme suit : « Les gouvernements font partie du problème sanitaire et écologique en cours, mais si ils ne font pas partie de la solution, ils sont quand même

les seuls à disposer d'un remède d'urgence, qui permettra au moins de limiter la casse... en attendant la prochaine fois.»

Les gouvernements sont effectivement des *pyromanes-pompiers*, mais dans la situation d'urgence dans laquelle nous nous trouvons, avec la dépendance dans laquelle nous sommes tombés depuis si longtemps, il n'y a pas d'autre choix que de s'en remettre à ces pompiers-là, car ce sont les seuls disponibles.

Dans son très bel *Appel au socialisme* (1911, première publication française aux éditions La Lenteur, 2019), l'anarchiste allemand Gustav Landauer développe l'idée que l'État vit de la vie que nous lui abandonnons. C'est la perte d'autonomie (tant spirituelle que matérielle) des innombrables « communautés informelles » qui constituent toute société, qui nourrit et engraisse l'État. Moins nous existons par nous-même, plus l'État – nous pourrions préciser aujourd'hui la société industrielle gérée par l'État – existe et prend de place dans chaque instant de notre vie, plus il est incontournable, plus il nous est nécessaire en toute chose, de la plus anodine à la plus vitale.

La situation de crise aiguë que nous vivons est un révélateur de notre situation ordinaire, avant la crise, et certainement après elle. La pandémie révèle l'ampleur de notre dépendance à l'État, à la médecine industrielle, aux moyens de communication de masse, à la grande distribution, aux marchandises produites dans des pays lointains, aux transports internationaux, etc. Et elle illustre cruellement la folie de cette dépendance. Nous avons les meilleures raisons – sensibles, morales, politiques, « écologiques », ou même esthétiques – de rejeter ces réalités aliénantes. Mais nous dépendons de chacune d'elles. Et bien évidemment cette dépendance ne date pas de la crise – mais la crise les aggrave, mortellement, et en somme, grotesquement.

C'est ce que les auteurs de *Catastrophisme, administration du désastre, et soumission durable* (Jaime Semprun et René Riesel, éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 2008) appelle « *l'incarcération dans le monde industriel* ».

On pourrait imaginer – et souhaiter bien évidemment – une société libre, réellement démocratique, égalitaire, qui fasse face à une crise comme celle-là en

s'appuyant sur la responsabilité et le courage d'individus conscients.

Une telle société n'aurait pas besoin d'imposer des mesures coercitives de masse. Les urgences et les choix y seraient décidés collectivement. Les privations et les risques inévitables y seraient répartis de manière choisie et égalitaire (pas avec des cadres en télétravail depuis leur maison de campagne, et des pauvres assurant les besognes indispensables – ou pas – sans aucune protection, ou confinés en masse dans des clapiers déjà inhabitables en temps normal). Mais une telle société n'aurait pas rasé des forêts tropicales, elle n'aurait pas construit des mégapoles pathogènes, et ne s'approvisionnerait pas via des supermarchés et des porte-containers. Peut-être n'aurait-elle pas rencontré sur sa route une épidémie de cette ampleur.

Quoi qu'il en soit, on voit l'abîme qui nous sépare aujourd'hui d'une telle société. Maintenant nous en sommes là – il aurait fallu ne pas en arriver là – mais nous y sommes.

La crise se prête particulièrement mal aux imaginations utopiques. Elle nous éclaire plutôt sur ce qui nous menace, pour la suite : les crises écologiques qui resteraient pour nous assez abstraites jusqu'ici viennent d'acquiescer une réalité plus tangible, avec leur cortège de privations matérielles et sensibles et de perte de liberté.

Il est possible que le COVID 19 apparaisse après coup comme un épisode relativement mineur, au regard des événements plus graves (pandémies ou autre) qui lui succéderont inévitablement à plus ou moins brève échéance. Mais il aura illustré assez clairement que ce n'est pas pendant une crise que l'on peut arriver à construire plus d'autonomie et plus de liberté ; quand la crise est là, il est le plus souvent trop tard. Ceux qui se sont penchés sérieusement « au-dessus du gouffre nucléaire » nous l'avaient déjà dit de longue date (voir les travaux de Roger et Bella Belbéoch, et notamment le livre de Roger seul : *Tchernobylues* – éditions L'Esprit frappeur, 2001 – au sous-titre éloquent : *De la servitude volontaire à la nécessité de la servitude*).

Même si, bien sûr, chaque crise a (aura) son déroulement propre, avec ses contraintes spécifiques, et aussi ses marges de manœuvre éventuelles.

À la fin des années 80, Le « démantèlement raisonné de la production marchande » avait été présenté par l'Encyclopédie des Nuisances comme le programme de base d'une révolution à venir.

Quelques décennies plus tard, il faut bien constater que la possibilité d'une révolution, ou celle de reconstituer des « communautés sociales » libres et autonomes, capables de faire face aux crises qui s'annoncent, est certes plus difficile que jamais, alors que le ciel s'assombrit à vue d'œil.

Mais cette pandémie, comme la progression des autres crises écologiques, confirme que la perspective d'un tel démantèlement raisonné est la seule qui soit crédible. La seule autre alternative vraisemblable étant un « démantèlement irraisonné », c'est à dire une déliquescence plus ou moins rapide de notre organisation sociale, et diverses formes d'effondrements, plus ou moins contenus par des Etats de plus en plus autoritaires.

Pour la suite des événements, nous ne devons pas oublier que si le déroulement de cette pandémie illustre la fragilité et la dépendance des populations à l'égard de l'État, elle illustre aussi la fragilité et la faiblesse des Etats eux-même devant les monstres qu'ils ont contribué à créer : d'une manière ou d'une autre, ce qui nous attend, ce n'est pas la stabilité.

CÉDRIC

Le prix à payer...

Réflexions sur l'urgence et la liberté

AU RYTHME SOUTENU des annonces présidentielles, de « quoi qu'il en coûte » en « nous sommes en guerre » le gouvernement se dit désormais prêt à tous les sacrifices, d'abord pour sauver des vies, ensuite pour perfuser l'économie. Au peuple, il sera donc demandé de contribuer à l'effort national en payant d'un de ses biens les plus précieux, à savoir sa liberté.

« Ils se croyaient libres et personne ne sera jamais libre tant qu'il y aura des fléaux. » (Albert Camus)

Quand Camus publie la Peste, en 1947, la lutte des habitants d'Oran contre l'épidémie qui ravage leur ville est immédiatement comprise comme une image de l'Europe luttant contre le fléau du nazisme, et plus largement, des peuples luttant contre la tyrannie. Camus, dont certains font un penseur libertaire, n'est en tout cas pas un fervent partisan de l'autorité. À travers le personnage du docteur Rieux, il légitime pourtant les mesures drastiques imposées aux habitants d'Oran pour lutter contre l'épidémie : fermeture de la ville, rationnement, interdiction faite aux non résidents de rentrer chez eux, de retrouver leurs proches, etc.

Même si nous ne souffrons pas d'un mal aussi grave que la peste, il s'agit, alors comme aujourd'hui si l'on peut dire, de sauver des vies, quoi qu'il en coûte en terme de libertés publiques.

Malheureusement, en faisant du combat contre l'épidémie une image du combat politique, Camus laisse dans l'ombre les questions proprement politiques liées aux mesures d'urgence elles-mêmes. Par exemple, il justifie les restrictions en terme de liberté par le fait qu'une fois vaincue l'épidémie, ces restrictions prendront fin naturellement. Dans la situation qui nous occupe, cette confiance semblerait, hélas, bien déplacée.

Il pourrait être bon, en effet, de s'en remettre aux pouvoirs publics - à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles - et d'éprouver une saine confiance dans le fait qu'une fois passée l'épidémie nos libertés nous seraient pleinement rendues. Cela ne nous est malheureusement pas permis. L'histoire récente nous apprend que les lois d'exception finissent

par marquer de leur empreinte la loi courante, qu'on songe à l'état d'urgence déclaré en 2015, suite aux attentats qui ont ensanglanté le pays. La répression toujours plus brutale des mouvements sociaux, la multiplication des assignations à résidence et des interdictions de manifester, ou encore le durcissement des conditions d'accueil des exilés, et les poursuites judiciaires contre leurs soutiens, ne font pas de ce gouvernement un ami des libertés publiques, même en temps normal. Les inquiétudes concernant l'après-épidémie sont donc légitimes : notre démocratie parlementaire semble toujours plus mal en point et l'empressement avec lequel le Parlement a voté l'état d'urgence sanitaire le montre à sa manière. Le confinement, mesure difficile à accepter mais sans doute nécessaire, est une chose. L'état d'urgence et les pleins pouvoirs à l'exécutif en sont une autre.

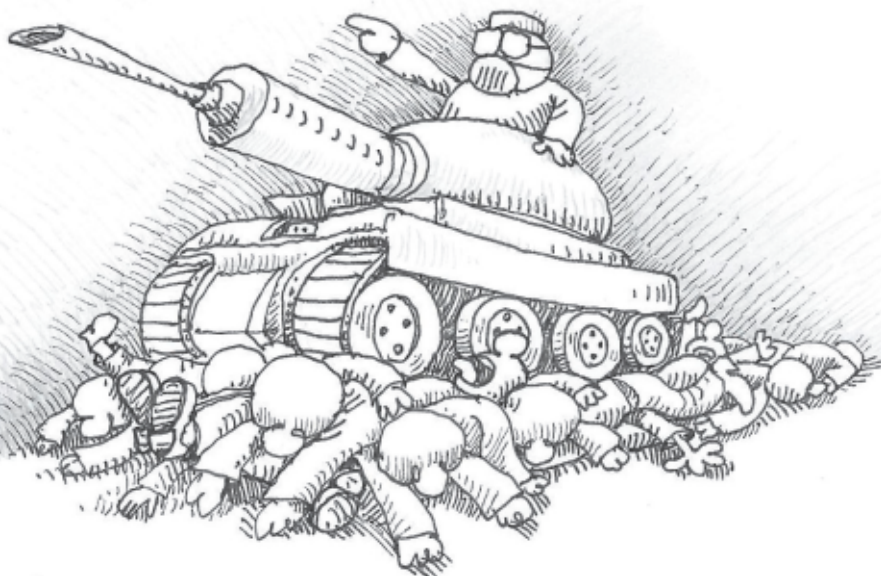
Il ne s'agit pas ici de décider, une fois pour toutes, si les mesures imposées par les autorités sont justifiées, ni d'appeler à ne pas en tenir compte. Il s'agit de ne pas renoncer, au nom des précautions nécessaires, à notre capacité de jugement, à la nécessité de comprendre ce qui nous arrive, et ce qui pourrait s'en suivre.

La main de fer des pouvoirs publics, si elle freine momentanément l'économie, donnera un puissant coup d'accélérateur à un projet de société qui nous inquiète et nous répugne depuis longtemps. Une société que l'on pourrait qualifier de « sans contact ». Des individus isolés les uns des autres, reliés par un appareillage numérique toujours plus performant (c'est à dire toujours plus vorace d'infrastructures géantes, de dégâts miniers, de travailleurs maltraités...) sont invités à se méfier de leurs semblables en chair et en os, et plus généralement du monde extérieur, devenu pathogène. Télétravail, télé-médecine, achat à distance, école numérique : nous nous habituons un peu plus à ces pratiques alors que le besoin, compréhensible, d'être protégé, rassuré, inhibe un esprit critique déjà trop limité sur ces questions. Faut-il parler également de l'addiction aux écrans, problème de santé publique déjà plus que préoccupant, et qui va s'aggraver dans des proportions difficiles à imaginer ? Des drones mis en service dans plusieurs

grandes villes, où des machines profèrent désormais des ordres auxquels des êtres humains sont tenus d'obéir ?

Mais revenons à Camus. Au début du récit, le narrateur détaille à quel point il est difficile pour tout un chacun de prendre la mesure de dangers si grands et note, à la fois bienveillant et inquiet, le temps nécessaire aux uns et aux autres pour modifier leurs habitudes... Il est regrettable de voir que, dans la démarche de bon sens qui consiste à ralentir la maladie pour éviter d'engorger les hôpitaux, il soit fait appel à l'obéissance plus qu'à la responsabilité. À la peur plus qu'au discernement. Au spectacle plus qu'à la réflexion. À l'armée, les individus se rangent et obéissent, dans la seconde et comme un seul homme. Pour le peuple, le renoncement à la liberté, parfois nécessaire, demande plus de temps. Le temps de la discussion et de la prise de conscience : le temps de la responsabilité. Et sauf à souhaiter que la France entière se transforme en caserne, ce que certains ne manquent pas de réclamer, ce temps sera toujours le prix à payer pour construire, même en temps de crise, une société de gens libres. Il faut dire également que moins nous sommes éveillés, en temps normal, à la réflexion, au discernement, et finalement à la liberté, plus le manque de jugeote ou la bêtise crasse peuvent avoir de conséquences dramatiques dans les situations difficiles. Nous payons alors le prix des politiques infantilisantes, et du divertissement généralisé, mis en œuvre depuis des années. Du pain (sans saveur), des jeux (sans finesse), et l'obéissance comme seul horizon...

Le personnage de Rieux, médecin, artisan des mesures sanitaires mises en place dans la ville, ne ménage pas ses efforts pour lutter contre la peste. Rambert, journaliste coincé dans Oran demande à rejoindre Paris où est restée la femme qu'il aime. Il est disposé à subir une quarantaine. Ce départ lui étant interdit, il cherche à partir quand même, bravant les ordres. Rieux ne condamne pas Rambert, qui vient lui demander de l'aide. Et s'il ne peut l'aider, il l'assure de sa sympathie, c'est à dire qu'il respecte la décision, pourtant discutable, de celui qui « choisit le bonheur », c'est à dire le bonheur individuel, au milieu du désastre collectif.



Cette attitude tranche nettement avec le climat de suspicion qu'on sent s'installer ici et là depuis quelques jours. Des voisins se méfient de celui ou celle qui pourrait apporter la maladie dans le quartier. Un promeneur se voit menacé des gendarmes en passant dans un village et certains n'ont pas de mots assez durs pour ces citadins qui ont rejoint leur maison de campagne (encore faut-il en avoir une, certes ; mais qui, dans un tel cas n'en aurait pas fait autant ?). Si l'inquiétude est naturelle, et peut nécessiter discussions et éclaircissements, le fait de montrer du doigt tel ou telle conduit bien vite à la politique du bouc émissaire, dont on sait les conséquences malheureuses.

Il faut donc rappeler que si le virus circule, et circulera encore, une grande majorité de malades en guérissent. Rappeler également qu'il pourra se résorber, ce point fait consensus à notre connaissance, quand suffisamment de personnes, l'ayant combattu, auront développé les défenses immunitaires nécessaires. Un tel raisonnement implique de regarder la mort en face. Ce qui n'empêche pas de la combattre, dans les limites de notre condition humaine. Et c'est justement ce que nos sociétés semblent de plus en plus incapables de faire sereinement. Un tel raisonnement implique également que les personnes les plus fragiles et les plus exposées puissent se protéger plus particulièrement, et que les autres prennent un certain nombre de précautions nécessaires. Il n'interdit pas, enfin, de relever ce qui semble excessivement autoritaire dans les conséquences des mesures gouvernementales. Car ce à quoi nous refusons de nous habituer, ce que nous saurons reprendre de nos libertés, et ce que nous saurons en transmettre à notre

tour, dépend en partie de notre conduite dans les temps présents, de notre lucidité et de notre vigilance.

Des personnes verbalisées pour s'être trompées de jour sur leur autorisation de circuler. Des jardiniers menacés pour s'être rendus à leur jardin potager. Des habitants, sortis sans autorisation, placés en garde à vue pour « mise en danger de la vie d'autrui ». Un jeune homme empêché d'aller enterrer sa grand-mère. Les prisonniers privés de parler. Les marchés interdits quand les supermarchés restent ouverts... Pour qui aurait une vue d'ensemble du pays en ces jours sombres, la liste serait sans doute longue, et elle n'a pas fini de s'allonger.

De plus qui comptera les morts du confinement : personnes très isolées, personnes en grande souffrance psychique, victimes des violences domestiques, adultes et enfants... Et qui peut croire qu'un numéro de téléphone ou une « cellule de soutien psychologique » seront à la hauteur de la situation. On aimerait que ces choses soient dites, moins modestement qu'ici, non pour ajouter à la politique politicienne, ou pour le vain plaisir de critiquer toujours, mais pour porter témoignage d'un désir de lucidité tenace et d'un souci de justice jusqu'en ces temps troublés.

Il y a quelque chose de dérangeant, voire d'hypocrite, dans l'unanimité actuelle, la nation réunie dans l'épreuve, le « rien ne sera plus comme avant ». La casse de l'hôpital public n'est pas le fait des soignants, à qui de gros efforts sont demandés, et depuis longtemps. On peut également se demander ce que faisaient les gens bien-pensants qui les abreuvent

aujourd'hui de messages de soutien, quand hier les personnels hospitaliers défilaient dans la rue. Et ce qu'il feront demain... Bien sûr on peut souhaiter, avec les plus optimistes, que des leçons soient tirées de cette énième crise, notamment en ce qui concerne l'hôpital public, ou la folle mondialisation du commerce de tout. Mais aucun pouvoir ne reviendra de lui-même sur le fond de la déraison productiviste, préparant ainsi les crises de demain. Et la société du « sans-contact » a, pour l'instant, de beaux jours devant elle.

Le corps social, en temps d'épidémie est placé devant une difficulté constante. Il doit trouver sa voie entre deux extrêmes, également inacceptables : accepter le joug le plus totalitaire pour que le moins de vies soient perdues, à cause de la maladie du moins, ou ne renoncer à rien des libertés individuelles et voir monter le nombre de morts dans des proportions effrayantes. Le compromis, nécessaire, dépendra toujours de la gravité du mal qui nous frappe, de nos capacités de soin, mais aussi de l'idée que nous nous faisons de la liberté et de notre attachement à celle-ci. Au vu des circonstances on nous permettra de penser que nous n'en faisons pas si grand cas... Et si nous ne pouvons connaître toutes les conséquences de telle ou telle décision, le fait est qu'on ne nous a pas donné le choix : notre société étatisée, centralisée, dominée par le divertissement et la peur, n'est pas construite ainsi.

Enfin, si la loi est dure, la façon de l'appliquer ici ou là, qui pourrait témoigner d'un minimum d'humanité et de compréhension, ne l'est pas moins, dessinant à cette société un visage toujours plus autoritaire.

Ni aujourd'hui ni demain, nos gouvernants ne prêteront la main à une société de citoyens éveillés et exigeants, accueillants et libres. C'est à dire pétris de cette liberté fondée sur le dialogue et la responsabilité, contre la licence du « si je veux quand je veux » et contre l'obéissance aveugle. Il faut donc s'entêter à la penser, cette société, à l'éprouver. À la bâtir de nos mains humaines. Avec la mort comme fin et la vie comme force. Avec la succession des générations comme horizon. Avec la question, parfois amère et parfois splendide, du prix à payer pour la liberté.

DAVID LINKOWSKI

Le Cloître ou le poison est le remède « faire entrer en religion et enfermer »

Nous y sommes. Le président de la République Française l'a répété à maintes reprises et tous ses ministres ainsi que tous ses vassaux médiatiques l'ont repris à leur compte : nous sommes en guerre.

Ainsi, la paix, dont on nous a ressassé à l'envi qu'elle était la conséquence de l'union européenne marchande, était un stratagème qui ne pouvait durer. Celui-ci s'est concrétisé, dans un premier temps, par l'exportation des conflits et des nuisances en dehors du territoire national. Mais il avait en réalité pour objet d'installer, de ce côté de l'Atlantique, le libéralisme mondialisé, et son système techno-industriel, inspiré par les économistes de Chicago¹. Il semble que nous entrons dans le deuxième mouvement de cette parodie pacifiste. La violence avec laquelle cette organisation économique a asservi et aliéné les populations tout en détruisant les milieux naturels est arrivée à un stade tel qu'elle n'exige plus aucun camouflage.

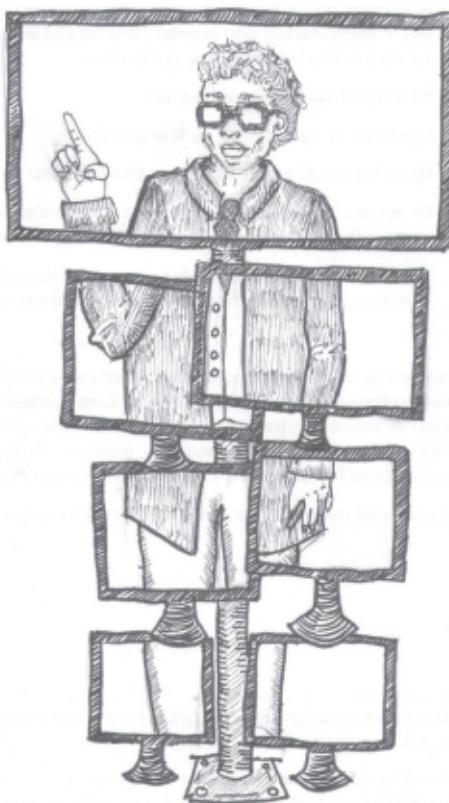
La manipulation « orwelienne » des esprits, ou de ce qu'il en reste, peut s'accroître. L'inversion du sens des mots, « la guerre c'est la paix », « le matériel est dématérialisé » et la novlangue, « continuité pédagogique », « distanciation sociale » illustrent l'état de dislocation de nos sociétés. La période que nous traversons devrait permettre d'accélérer et d'amplifier la grande transformation numérique de notre temps.

N'oublions pas, cette pandémie est la conséquence du capitalisme industriel mondialisé. Un grand pont de la médecine française, chef de service dans un hôpital parisien, a déclaré récemment sur France Culture que les épidémies qui se succèdent depuis quelques années sont la conséquence des élevages industriels et de la déforestation². On pourrait ajouter de nombreuses autres causes mais les deux évoquées peuvent symboliser d'une part, l'anéantissement de la condition humaine, sa dépendance complète à une machinerie sociale complexe et nocive et d'autre part, la dévastation des éléments nécessaires à la vie sur Terre. La montée

du capitalisme du désastre³ s'organise.

On peut recenser trois composants essentiels dans la mutation qui s'annonce.

D'abord, l'écroulement à venir du dernier bastion de la société humaine : les relations sociales.



Elles sont porteuses de danger, en fréquentant les autres nous risquons la contamination par les pandémies qui vont probablement se succéder à intervalles réguliers et rapprochés. En sortant de chez soi, on s'expose également à des risques multiples et notamment à toutes les pollutions qui ont envahi notre quotidien et qui menacent gravement, elles aussi, notre santé fragile. Il faut donc instaurer « le cloître » grâce aux écrans connectés. La démonstration, grandeur nature, est en cours. Par la grâce divine de l'Internet, et pour le plus grand profit des géants du numérique, nous pouvons satisfaire tous nos besoins. Il suffit d'ouvrir un quotidien national ou d'écouter les grandes radios⁴. Se divertir, s'informer, se cultiver, se déplacer⁵, méditer, créer, échanger, consulter un médecin, faire du sport, se

faire livrer ses courses alimentaires et naturellement continuer à consommer massivement avec les achats en ligne.

Une nouvelle religion s'empare de nous et, face à l'état du monde, même les plus réfractaires doivent s'y résigner. Enfermés dans la solitude de leurs petits habitats, c'est la conversion ou la mort. Les experts en novlangue étatique ont nommé cette injonction claustrale, « distanciation sociale ».

Dans une forme de prolongement de ce premier élément, se met en place une accélération inespérée de la numérisation des métiers : le « télétravail ». À l'échelle du pays, voire du continent, l'État teste l'isolement du plus grand nombre possible des actifs en les rivanant à leur ordinateur connecté. C'est une opportunité formidable car « la France est en retard » si l'on en croit une psychologue du travail spécialisée dans la propagande de ce « nouveau mode d'organisation du travail »⁶. Outre le confinement, il présente de nombreux avantages pour les industriels, pour la gestion de l'administration étatique et pour les services publics.

Suppression de nombreux emplois, contrôle permanent, déliquescence du syndicalisme, pression pour travailler plus et à toute heure, aliénation accrue à la machine, disparition de la relation humaine, gestion des litiges par algorithmes, prolifération de données informatiques – le nouvel or noir – mise en place du crédit social, ...

L'Éducation nationale profite de cette aubaine pour faire valoir l'idée qu'une vidéo peut remplacer la classe ; ce qui était déjà en place à l'université se profile pour tous les âges. La relation humaine, pourtant essentielle et indispensable à toute notion de transmission pédagogique, se voit rejeter aux oubliettes de la préhistoire. Cela ne se fera pas en un jour, mais la période actuelle permet d'éroder les réticences légitimes des enseignants.

Pour les tâches ne pouvant relever du « travail à distance », il est à parier que la recherche va hâter le développement de la robotique et de l'automatisation afin d'en supprimer le plus grand nombre. En Chine, qui possède quelques longueurs d'avance dans ce domaine, a surgi récemment, à Guangzhou, le premier restaurant sans humains. « Il n'y a aucun



employé, ce sont uniquement des robots qui réalisent cocktails, burgers, salades et desserts ... et qui vous les apportent à votre place⁷. »

Enfin, le dernier aspect de ce qui semble advenir de ce dysfonctionnement très grave du capitalisme mondialisé est l'accentuation importante de la répression étatique. Amorcée dès 2007, la violence de l'État, assumée sans vergogne depuis la dernière élection présidentielle, couplée à la gestion managériale et informatisée des populations augurent un totalitarisme inédit.

La psychose face à une situation sans précédent, à laquelle la plupart d'entre nous ne s'attendait pas, et l'inquiétude légitime devant un phénomène qui paraît incontrôlable risquent de traumatiser au plus haut point et durablement. Avec pour conséquence, dans un retournement de situation inexorable, d'exiger des autorités publiques qu'elles renforcent les mesures policières et qu'elles restreignent encore davantage les libertés individuelles. L'invention de l'« attestation de déplacement dérogatoire » me fait irrémédiablement penser à celle de la carte d'identité qui fut l'œuvre du gouvernement de Vichy dirigé par le Maréchal Pétain. La perte de l'anonymat lors de voyages en train et les mouchards dont sont équipées les voitures récentes attestent, parmi tant d'autres signes existants, que cette direction était bien celle que nous avons prise depuis un certain temps. En cette période trouble, observons la montée très rapide du prix des amendes et celles des peines de prison

encourues en cas de défaut de respect du confinement, émanant du Ministère de l'Intérieur puis du Parlement. Cela démontre sans équivoque que c'est bien par la force et par la répression policière que l'État et ses experts imposent leur loi. La démocratie s'écroule et la pédagogie, qui jaillissait dans tous leurs discours, a été rayée du champ lexical.

À l'heure où les investissements les plus importants des États et des industriels se destinent à ce que les scientifiques nomment « intelligence artificielle », ce qui vise à instaurer le règne des machines, éveillons nos consciences.

Internet et les machines connectées ne sont pas le remède à l'abîme dans lequel nous voici jetés, mais au contraire l'assurance de la poursuite et de l'avènement d'une société technicienne dévastatrice. Ils sont le poison, et non le remède, qui risque d'anéantir le peu d'espoir qui existe de sortir dignement de cette apocalypse. Ils sont la promesse que les destructions des forêts, des océans, des animaux, des insectes se perpétueront. Que la pollution industrielle, dont les antennes 5G sont le dernier avatar, continuera avec ses mines à ciel ouvert, ses usines toxiques, ses esclaves, ses sacrifiés, ses consommations gigantesques de pétrole, de charbon et d'eau.

Ouvrons les yeux : les infrastructures nécessaires à leur fonctionnement, dont personne ne parle, imposent de continuer et d'augmenter la cadence de la fabrication des milliards de machines toujours plus sophistiquées et toujours plus exi-

geantes en matières premières, en hydrocarbures et en consommation d'énergie.

Alors, portée par « l'homme doit se rendre maître et possesseur de la Nature » de Descartes et par le siècle des Lumières, la société capitaliste, et son système technicien, pourra poursuivre son œuvre de destruction du vivant et d'aliénation d'humains terrorisés dans des cages connectées.

En 1962 paraissait *Printemps silencieux*, le livre de Rachel Carson. Nous y sommes.

HERVÉ KRIEF

1 - Milton Friedman, Friedrich Hayek, ...

2 - D'ailleurs, alors que l'économie dégringole et que les comptables en chef dépriment, les forêts creusoises tremblent au son d'engins métalliques. Les coupes rases, même en ce moment, se poursuivent ici, comme en Amazonie ou en Afrique. Pourtant, dans *La Montagne* du 16 mars dernier, des scientifiques, c'est-à-dire ceux qui ont élaboré ce monde dévasté, ont prévenu du désastre imminent de la déforestation. Ils disent comme "Grand Frère", arrêtons en continuant.

3 - Naomi Klein, *La stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre*, Actes Sud 2008.

4 - Depuis le début du confinement, le journal de treize heures de France Inter a lancé une nouvelle rubrique, "Comment la vie se réinvente sur Internet".

5 - À la une du quotidien régional *La Montagne* du 23 mars 2020, on peut lire "Baladez-vous avec nous en restant à la maison".

6 - *La Montagne*, 17 mars 2020.

7 - *La Décroissance* n°167, mars 2020.

il n'y a pas de continuité pédagogique : éteignez les tablettes !

ALORS QUE LE PAYS se claquemure et bascule dans la vie virtuelle, l'Éducation nationale invite à la « continuité pédagogique ». En clair, comme dans tous les secteurs, accélération de la numérisation : plateformes, tablettes, webcams, classe virtuelle, ENT, WhatsApp, Pearltrees, etc.

Cela dans un contexte où vont simultanément augmenter l'isolement et la promiscuité, où ont toutes les chances de se multiplier incompréhensions, conflits, angoisses et dépressions.

Cela alors que le temps moyen passé devant l'écran croît de façon toute épidémique¹ et que les effets délétères sur la concentration, l'agressivité, le stress, l'angoisse, la mémoire, la vue, etc. constituent maintenant un mini-rayon de librairie², que ce temps va forcément exploser³, avec ses cocktails prévisibles : BFM-tv/Facebook/Gully/jeux-vidéos...

Pour les plus fragiles, le virus est le risque sanitaire immédiat ; pour tous les autres, à plus long terme, c'est le numérique.

Cela, alors que la pédagogie virtuelle n'existe pas.

Il n'est de pédagogie que « réelle » dans l'interaction directe entre les élèves et l'enseignant.

Détaillons

Suivant l'âge des élèves, il est plus ou moins possible de travailler par soi-même. C'est – ce devrait être – l'essentiel des études supérieures ; ça n'a aucun sens avant la maîtrise de l'écriture/lecture. Entre les deux, c'est une autonomie individuelle variable : exercices, mémorisation, lecture, etc. Mais pour ce qui constitue la « pédagogie », soit la façon de faire apprendre, c'est exactement ce qui relève du travail de l'enseignant, quelle que soit la méthode qu'il emploie.

On peut en offrir un simulacre. Une visio-conférence avec la classe qui regarde et presse la touche « lever la main » (comme dans tout bon jeu télé instructif), par exemple, soit une débauche de moyens pour des cours plus difficiles à suivre, impossible à généraliser : panne, manque de matériel, famille nombreuse, bande passante, etc.⁴



On peut aussi faire sans : manuel, vidéo (« tuto »), banque d'exercices en ligne, avec exposé de notions (bref, un manuel !), etc. Cela s'appelle l'étude, et c'est une très bonne chose, mais ce n'est pas de l'enseignement⁵.

Bien sûr, il y aura du véritable enseignement. Les élèves « scolaires », éveillés, bon lecteurs, enfermés avec des parents désœuvrés au fort niveau d'études – ceux-là vont bénéficier d'une pédagogie efficace :

l'instruction en famille. En deux à cinq fois moins de temps par jour (suivant le niveau d'enseignement), ils iront deux fois plus vite qu'en classe avec des résultats plus solides. Pendant ce temps, une autre frange va vite abandonner : déjà en grande difficulté, incapable de travail semi-autonome pendant dix minutes en classe, dont l'entourage travaille ou ne maîtrise pas les contenus... Entre les deux, toutes les situations possibles, dont le confinement à six ou sept au huitième étage ; en tout cas, un approfondissement à grande vitesse des fameuses « inégalités », dont on parle beaucoup d'habitude, mais manifestement surtout pour vendre des plans numériques.

Que continuer le travail scolaire soit une bonne chose, surtout bloqué chez soi, d'accord. Qu'on ne veuille pas mettre en vacances les lycéens à trois mois du bac,

ça se comprend. Mais rien n'oblige à rajouter à la très sale ambiance de panique, l'appréhension d'avoir à faire rater la scolarité de son enfant... Rien n'autorise non plus à expérimenter, grandeur nature, la pseudo-scolarité sans enseignants, ni à demander à ceux-ci de co-construire les moyens de se passer d'eux.

Si les programmes étaient clairs et cohérents, si les gadgets, la photocopieuse et les plans de numérisation n'avaient pas accompagné le délitement des manuels, il aurait suffi que chacun les emporte, révise, en s'aidant d'une table des matières et d'une progression linéaire, et, pourquoi pas, prenne un peu d'avance, en attendant de tout reprendre en classe, avec pédagogie. Bref, des moyens non supplémentaires pour étudier chez soi, sans plan d'urgence quelconque ni fibre optique. Utopie complète sans doute : ça ne peut exister que dans le passé. Dans les régions ayant suivi des plans lycées connectés (Alsace, Île de France, Occitanie...), c'est par dizaines de milliers qu'on a jeté les manuels.

Puisqu'il faudra, de toute façon, reprendre où on en était, il faut le dire tout de suite et de façon très claire. On peut demander du travail, mais rien n'est exigible en termes d'acquisitions, quitte à ajuster les programmes l'année prochaine (il faudrait bien sûr, qu'il y ait des programmes annuels...).

Le temps peut être au contraire dédié aux activités non connectées, celles qui demandent du temps de travail individuel et répété, ou en tête-à-tête, et sont donc logiquement aujourd'hui celles où les élèves rencontrent le plus de difficultés : écriture manuscrite soignée, lecture longue et approfondie, dessin et tracé soigné, mémorisation, calcul mental... Pour les plus jeunes, il est urgent de dessiner, colorier, lire et se faire lire des histoires longues, riches, et d'en parler.

Il est urgent que le ministre annonce :

Que les cours reprendront là où ils se sont arrêtés.

Qu'il n'est pas obligatoire de se doter d'un ordinateur ou de confier quelque terminal que ce soit aux enfants.

En lien avec le ministère de la Santé, que le temps d'écran doit être limité : tant pour préserver sa santé que sa capacité à étudier, il faut réduire au strict minimum sa consommation d'écran – travail scolaire compris⁶.

Que les enseignants n'ont pas à faire comme s'il leur était possible de travailler dans n'importe quelles conditions, et certainement pas celles qu'ils désapprouvent.

Signataires :

Des membres du collectif de l'Appel de Beauchastel contre l'école numérique⁷ : Florent Bernon, Désir Cypria, Régis Faucheur, professeurs de mathématiques, Nancy Cohen, professeure de sciences naturelles, Renaud Garcia, professeur de philosophie, Hervé Krief, professeur de conservatoire démissionnaire, Sylvie Ménoni, professeure et directrice d'école primaire, François Rousseau, professeur de français retraité, Elise Rouveyrol, professeure d'Histoire-Géographie, Clarie Théron et Florent Gouget, école primaire « Les Collines bleues »

Autres signataires :

Michel Blay, philosophe et historien des sciences (CNRS), Joël Brochier, professeur des écoles

1 - Selon M. Desmurget, 3 heures quotidiennes dès 2 ans, 4h45 de 8 à 12, 6h45 de 13 à 18.

2 - Récemment, entre autres : *Les Ravages des écrans* (Spitzer, L'échappée), *La Fabrique du crétin digital* (Desmurget, Seuil), *Critiques de l'école numérique* (collectif, L'échappée), *La Cyberdépendance, pathologie de la connexion à l'outil internet* (Pongy, Sauramps médical).

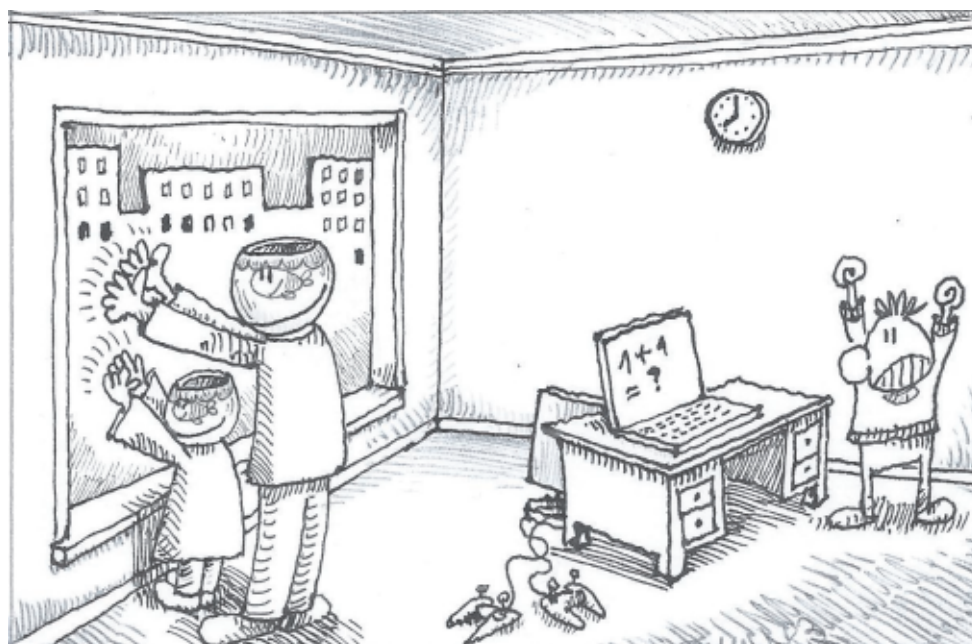
3 - Tant que l'infrastructure le permet, car les limites et saturations sont apparues dès le premier jour de classe à distance.

4 - Il serait par ailleurs catastrophique sur le plan écologique et social d'augmenter encore les nuisances dues au numérique – mais c'est sans doute un détail.

5 - L'enseignement à distance du Cned (entre autres) suppose généralement d'être déjà grand, ou d'avoir un adulte avec soi, ce qui ramène à l'instruction en famille.

6 - M. Desmurget préconise moins d'une heure / jour, au-delà les effets délétères sur les processus cognitifs seront persistants.

7 - Lancé en 2015, cet appel à refuser de laisser le numérique s'imposer comme outil de gestion et d'enseignement au détriment de la relation humaine et de l'autonomie de l'enseignant peut encore être signé. Les membres du collectif continuent de se réunir, de faire connaître leurs positions et de se soutenir. Contact : 27 ter, rue des Terras, 07800, Beauchastel.



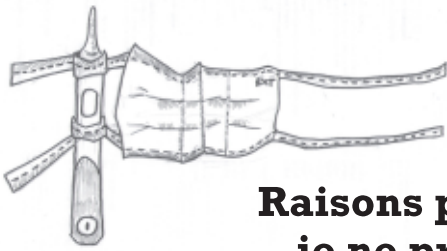
Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi sont de plus de 2 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 8 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 16 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*. Adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 21, 23 200 Aubusson.



Raisons pour lesquelles je ne pratiquerai pas le « télésoin » en orthophonie

JE SUIS ORTHOPHONISTE et je ne ferai pas de téléconsultations, ni pendant cette période si particulière du confinement, ni après, parce que :

- cela va à l'encontre de mes convictions, de ma sensibilité et des raisons qui m'ont fait choisir ce métier,

- je pense qu'il n'y a pas de soin, ni de transmission, ni d'apprentissage possible, en dehors d'une relation de personne à personne, qui s'inscrit dans une réalité physique à l'autre et à l'espace qui nous entoure, en s'appuyant sur nos cinq sens, sur des manipulations concrètes et la possibilité d'un corps en mouvement,

- je connais les conséquences néfastes des écrans sur le développement du langage, de l'attention, de la communication et de la relation à l'autre et je ne peux pas en informer les patients et leur famille tout en utilisant les outils numériques dans mon travail avec eux,

- je ne veux pas contribuer à l'illusion que dans la période que nous vivons, une continuité des soins à distance est possible, en participant à la pression sociale, institutionnelle et médiatique qui voudrait faire croire que l'on peut maintenir une certaine normalité et que le recours aux outils numériques est la solution à tous nos problèmes,

- les outils que nous utilisons pour maintenir cette illusion ne sont en rien dématérialisés et contribuent de manière de plus en plus importante à détruire le vivant, indispensable à notre vie sur terre,

- cette situation inédite de l'épidémie et du confinement nous fait prendre conscience de la grande fragilité de notre organisation sociale et de la vulnérabilité dans laquelle elle nous place, elle peut nous permettre de réaliser enfin les limites à ne pas dépasser, nos limites en tant qu'êtres humains présents dans un temps et un espace défini et les limites de notre environnement vivant auquel on ne peut faire subir des destructions et des dégradations permanentes sans en subir les consé-

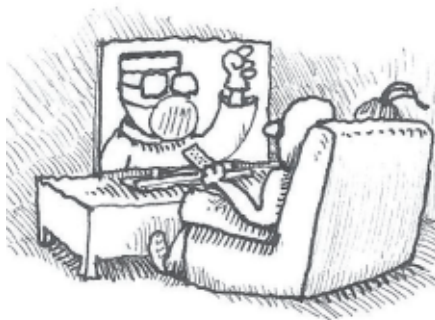
quences sur notre santé et dans notre vie,

- ce qui a été accepté et banalisé dans une situation exceptionnelle, en étant présenté comme provisoire, devient toujours pérenne, pour devenir finalement obligatoire, rendant impossible à ceux qui le voudraient encore de s'y soustraire,

- enfin, la généralisation des outils numériques à tous les pans de notre vie va de pair avec un contrôle généralisé de tous nos actes, ce à quoi je ne veux pas participer, n'ayant aucun pouvoir sur la façon dont les données récoltées pourraient être traitées.

Pour toutes ces raisons je ne pratiquerai donc pas le « télésoin » en orthophonie, je vais téléphoner aux familles pour maintenir un lien, échanger, conseiller, répondre à des questions éventuelles, mais cela ne sera pas une séance d'orthophonie, cela sera juste de l'attention aux autres dans un moment collectif difficile.

CAROLINE



Encore des questions

Une chose, non, un aspect de ce qui se trame ces temps-ci, c'est le jeu pervers des communicants, mass médias, et politiques réunis pour la grosse kolozale manœuvre, le retour réactionnaire des héros.

Qui sont ces héros ? Des mal payés, des loquedus, des laissés pour compte, serviteur.e.s des mandarins qui eux sont dans les postes de télévision puisque doctes, inquiétants ou rassurants suivants la nécessité dramatique.

Alors les infirmières et autres aides-soignantes sont devenues les poilues de service. De loin on se fend la gueule à 18 heures à taper sur des gamelles. On expédie des smailaids pour dire ô combien ces gens-là sont courageux.

La caissière de supermarché, est sanctifiée, le chauffeur de bus, le policier de service, bref que des bas de gamme.

Prévoir de la thune à rassembler en donations spontanées dans les villages et les quartiers, ça pue le monument commémoratif.

Il y a, à mes yeux, quelques chose d'un tantinet égocentrique dans les articles. Nous sommes pris en otage, nous sommes plus ou moins confinés selon les possibilités de chacune.

Nous sommes, nous sommes, nous sommes ; les héros eux, sont cantonnés au rôle de héros, normal, ils ont choisi ?

Je ne juge pas, je propose cette question, où en est-on de nos lucidités à ce niveau ?

Ne faudrait-il pas réagir coléreux sur ce montage idéologique qui, comme d'habitude, sert de paravent, et surtout envoie au casses-pipe les héros, je ne parle pas de contamination obligatoire, je parle de chantage affectif, d'épuisement, de dépression d'après coup, et pour finir oubliés.

J'ai déjà exprimé ma haine des héros, ajoutant même que, pire, je les plains.

GABAR

Courrier postal : Creuse-Citron
BP 21 23200 Abusson
Courriel : creuse-citron@legtux.org
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.